



Après le Haut-Karabakh, l'Arménie convaincue d'être la prochaine cible

Nombre d'Arméniens redoutent que l'Azerbaïdjan ne profite de son succès pour conquérir davantage de territoire. Une menace qui modère pour l'instant les critiques contre le premier ministre, Nikol Pachinian, accusé d'avoir sacrifié le Haut-Karabakh.

Par [Faustine Vincent](#)(Erevan et Goris (Arménie), envoyée spéciale)

Publié le 30 septembre 2023



Un jeune réfugié du Haut-Karabakh devant l'Hôtel Goris, où des centaines de personnes récemment arrivées sont temporairement hébergées. La ville de Goris est leur première étape en Arménie. Ici, le 26 septembre 2023. ERIC GRIGORIAN POUR « LE MONDE »

L'orchestre militaire commence la marche funèbre, puis le convoi s'élance à travers le cimetière d'Erablur, sur les hauteurs d'Erevan, la capitale arménienne. Des milliers de soldats morts lors des trois guerres dans le Haut-Karabakh (1988-1994, 2016 et 2020) sont enterrés ici. Vendredi 29 septembre, le cimetière militaire s'est encore agrandi avec les funérailles de trois combattants tués lors de [l'offensive éclair de l'Azerbaïdjan, dix jours plus tôt](#). Mais, cette fois, le deuil se double du choc lié à la chute de la république du Haut-Karabakh, dont les autorités autoproclamées ont annoncé [la dissolution à partir du 1^{er} janvier 2024](#).

Sonnés, les Arméniens peinent à comprendre comment cette région, qu'ils considèrent comme leur terre ancestrale, a pu leur échapper en quelques jours, provoquant l'exode, selon les chiffres arméniens, de plus de 91 000 habitants sur les 120 000 que comptait l'enclave séparatiste. « *Je suis tellement sidéré que je n'arrive pas à analyser ce qu'il s'est passé,* confie Khatchik Vardanian, un vétéran grièvement blessé lors de la guerre de 2020, venu se recueillir sur la tombe d'un ami. *C'est une nouvelle page tragique de notre histoire.* »

Les Arméniens s'interrogent : à qui la faute ? L'opposition incrimine le premier ministre, Nikol Pachinian, accusé d'incompétence et d'avoir sacrifié le Haut-Karabakh pour tenter de sauver l'Arménie. Elle a organisé des manifestations plusieurs soirs d'affilée pour appeler à sa démission. Emmenées par l'ancien premier ministre Vazguen Manoukian, elles ont toutefois été suspendues, le 26 septembre, devant l'ampleur de la crise humanitaire. « *Quand on a vu tous ces gens affluer, on s'est dit qu'il fallait d'abord les aider* », explique M. Manoukian.



Khatchik Vardanian, vétéran grièvement blessé lors de la guerre de 2020, au cimetière militaire d'Erablur, à Erevan, le 29 septembre 2023. ERIC GRIGORIAN POUR « LE MONDE »

Ces rassemblements risquaient surtout d'offrir l'image d'une société divisée à un moment critique pour l'Arménie, submergée par l'afflux de réfugiés et sous la menace de nouvelles attaques de l'Azerbaïdjan. Beaucoup soulignent la nécessité de rester unis face à Bakou, et

de ne pas aggraver le chaos en provoquant une crise politique. Vazguen Manoukian affirme toutefois qu'une nouvelle manifestation est prévue pour le samedi 30 septembre à Erevan. *« On ne veut pas empirer la situation, assure-t-il. Donc, on verra comment réagissent les participants. »*

« Un tournant majeur »

Levon Zourabian, à la tête du parti d'opposition Congrès national arménien, considère lui aussi Nikol Pachinian comme *« responsable de ce désastre »*. En octobre 2022 et en avril 2023, *« il a reconnu que le Haut-Karabakh était azerbaïdjanais. C'était un tournant majeur, qui a favorisé la fermeture par Bakou du corridor de Latchine »*, la seule route reliant l'Arménie au Haut-Karabakh, [soumettant, en décembre 2022, l'enclave à un blocus quasi total](#) pendant neuf mois. Pour autant, M. Zourabian refuse de se joindre aux manifestations. *« Pachinian doit quitter le pouvoir sans que cela déstabilise le pays. Sinon ce sera dix fois pire. Si l'Etat se retrouve paralysé, l'Azerbaïdjan va en profiter pour nous attaquer, et personne ne pourra réagir. »*

Contrairement à 2020, le premier ministre arménien n'a pas envoyé de troupes pour porter secours au Haut-Karabakh lors de l'offensive de Bakou du 19 septembre. L'opposition ne le lui reproche pas. *« Cela aurait été suicidaire »*, estime Levon Zourabian. La présence des quelque 2 000 soldats russes d'interposition, déployés dans le Haut-Karabakh après [le cessez-le-feu signé le 9 novembre 2020 sous l'égide de Moscou,](#) aurait elle aussi posé problème. *« Cela serait revenu à attaquer la Russie »*, affirme Vazguen Manoukian.



L'ancien premier ministre arménien Vazguen Manoukian, à Erevan, le 29 septembre 2023.

ERIC GRIGORIAN POUR « LE MONDE »

A la différence de 2020, Nikol Pachinian n'a pas non plus signé l'accord de cessez-le-feu du 20 septembre, qui a marqué la capitulation militaire des autorités du Haut-Karabakh. Trois ans plus tôt, une partie de la population l'avait accusé d'être un « *traître* » et d'avoir « *vendu des terres à l'Azerbaïdjan* » après la défaite humiliante de l'Arménie et la restitution d'importants territoires à Bakou. Cette fois, [le premier ministre, largement réélu en 2021](#), peut rejeter plus facilement les accusations en rappelant qu'il n'a pas pris part aux négociations.

Malgré le choc et la colère liée à la perte du Haut-Karabakh, Nikol Pachinian apparaît d'autant moins menacé pour le moment qu'il n'est pas le seul à être pointé du doigt. La Russie, les autorités du Haut-Karabakh et les précédents dirigeants arméniens sont eux aussi considérés comme responsables. « *Dans la société, les avis divergent pour savoir qui blâmer* », observe Benyamin Poghosian, chercheur au centre de réflexion Applied Policy Research Institute, à Erevan. Une partie de la population redoute également que le départ de Pachinian ne favorise le retour de l'ancien clan postsoviétique corrompu, dont plus personne ne veut. « *Surtout, ajoute l'analyste, beaucoup de gens sont fatigués de la politique après trente ans de tourmente et de guerres. Ils se sentent impuissants, veulent se tenir à l'écart de tout ça et juste vivre leur vie.* » Le danger pourrait toutefois venir d'ailleurs. Plusieurs ONG arméniennes ont accusé la Russie, vendredi, de fomenter un « *coup d'Etat* » pour renverser Nikol Pachinian, qui n'a cessé de défier le Kremlin ces derniers mois.

« Une épée de Damoclès »

Après le Haut-Karabakh, l'Arménie est convaincue d'être la prochaine cible de Bakou. Les signaux d'alerte se multiplient. L'Azerbaïdjan s'est ainsi dit prêt à obtenir par la force le corridor de Zangezur, censé relier le pays à son exclave du Nakhitchevan, au sud-ouest de l'Arménie, et offrir une continuité terrestre avec la Turquie.

Bakou affirme aussi régulièrement que la région arménienne de Siounik, au sud-est du pays, « *c'est l'Azerbaïdjan* », faisant craindre une offensive. A Goris, des habitants ont déjà préparé leur valise et se tiennent prêts à partir en cas d'attaque. L'offensive majeure lancée par l'Azerbaïdjan [en septembre 2022](#) a semé l'effroi. Pendant deux jours, plus de trente villes et villages arméniens ont été attaqués. Plus de 200 soldats arméniens ont été tués.

Depuis la fin de la guerre de 2020, les troupes azerbaïdjanaises multiplient les attaques près de la frontière. « *C'est devenu la zone la plus meurtrière, plus encore qu'au Haut-Karabakh* », affirme Olesya Vartanyan, chercheuse au centre de réflexion International Crisis Group. La fin de l'enclave indépendantiste ne va pas faire disparaître ces tensions, selon elle. « *La moindre étincelle peut conduire à une escalade. Il faut faire très attention à ce qu'il se passe aux frontières. C'est une épée de Damoclès.* »

D'autant que, depuis mai 2021, les troupes azerbaïdjanaises grignotent progressivement le territoire arménien. Elles occupent désormais plus de 150 kilomètres carrés, selon Erevan, ce que nie Bakou. Inquiets, de nombreux réfugiés tout juste arrivés du Haut-Karabakh refusent d'être redirigés vers ces régions frontalières, malgré des hébergements disponibles – les capacités d'accueil à Goris et alentour sont saturées.

Signe que Bakou pourrait être tenté de pousser plus loin encore son avantage, des cartes diffusées dans les médias azerbaïdjanais montrent l'Arménie amputée de moitié, avec tout le sud du pays aux couleurs de l'Azerbaïdjan. Pessimiste, l'analyste politique Benyamin Poghosian est convaincu que, pour l'Arménie, « *le pire ne fait que commencer* ».

[Faustine Vincent\(Erevan et Goris \(Arménie\), envoyée spéciale\)](#)